



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FRIGOPOLIS**

ZAC de Gabardie  
1 Impasse Marthe Condat  
31200 Toulouse

Références : 2025/560  
Code AIOT : 0006809361

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2025 dans l'établissement FRIGOPOLIS implanté ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 27/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à un incendie ayant eu lieu le 23 octobre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRIGOPOLIS
- ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse
- Code AIOT : 0006809361

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FRIGOPOLIS est autorisée à exploiter une installation de regroupement, tri et traitement (démontage, broyage et récupération des gaz de réfrigération) de réfrigérateurs et de congélateurs (appelés Gros Électroménager (GEM) froid) par arrêté préfectoral du 01/09/2014. Il relève à ce titre des rubriques n° 2711 (enregistrement) et n° 2790 (autorisation) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site relève également de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite «Directive IED», au titre des rubriques n° 3510 (élimination ou valorisation des déchets dangereux) et n° 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) de la nomenclature des ICPE. Les opérations de traitement comprennent une première phase de dépollution des GEM froid qui consiste à démanteler les équipements intérieurs des appareils (verre, plastique), enlever les câbles électriques, les moteurs, etc. et à vider les appareils des fluides réfrigérants et des huiles contenues dans les compresseurs.

Les opérations de broyage, qui constituent la deuxième phase de traitement, sont effectuées sous atmosphère inerte (azote) du fait de la libération du pentane contenu dans les mousses isolantes des GEM Froid. Les fluides réfrigérants sont aspirés et récupérés par un système de cryo-condensation à l'azote. Les résidus issus des opérations de broyage (plastiques, métaux ferreux et non ferreux, pellets) sont ensuite criblés et triés, puis stockés avant évacuation vers les différentes filières de valorisation.

L'entreprise a été reprise par le groupe SIRMET qui dispose de plusieurs sites en France (essentiellement dans le Sud-Ouest), spécialisés dans le recyclage des DEEE, VHU, ferrailles et métaux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Travaux et points chauds
- Déchets
- Fluides frigo/SAO/GESF
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Travaux (permis d'intervention et permis de feu)	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.5.1	Sans objet
3	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.5.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### Présentation de l'événement et déroulement des faits

Le 23 octobre 2025, un incendie est survenu lors de travaux de maintenance (soudure) d'une partie la machine de broyage de l'installation.

L'exploitant a joint l'astreinte DREAL vers 17h. L'inspection a également été informée de l'événement par la préfecture (mail vers 13h30).

Les actions menées le 23 octobre 2025 suite à l'extinction de l'incendie sont les suivantes :

- confinement des eaux incendie,
- surveillance du SDIS et des techniciens de maintenance du site,
- prélèvements des eaux et des fumées.

### Résumé des constatations de l'inspection

Le site est à l'arrêt pour une durée de 4 à 6 mois avec un remplacement de la machine de broyage, très endommagée.

L'ensemble des eaux incendie ont été confinées sur le site et ont été pompées pour être traitées en tant que déchets. Le jour de l'inspection, une bâche de 100 m<sup>3</sup> d'eaux souillées était stockée en attente de son évacuation en tant que déchet.

### Propositions de l'inspection

L'événement survenu a complètement détruit la machine de production, mettant à l'arrêt l'usine. La délivrance du permis feu, dans le cadre des travaux de maintenance réalisés, n'a pas été précédée d'une analyse de risque. Cela constitue une non-conformité à l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> septembre 2014. C'est pourquoi, il est proposé au préfet de la Haute-Garonne de mettre en demeure l'exploitant.

Un rappel de l'article R.512-69 du code de l'environnement a été fait pour rappeler à l'exploitant la nécessité de déclarer tout incident ou accident, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.  Un rapport d'accident ou, (...) un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a rédigé le rapport d'accident et l'a transmis en mains propres et par mail à l'inspection le jour même de la visite.  Ce rapport indique bien les circonstances et causes de l'accident.  Cet accident a eu lieu lors d'une opération de maintenance de l'équipement (granulateur du broyeur). Une étincelle a été projetée sur de la poussière (mousse polyuréthane) située sur une ligne inaccessible au nettoyage et a entraîné une inflammation qui a causé l'incendie du broyeur.  Ce rapport indique également les mesures prises pour éviter un accident similaire à l'avenir car ce genre d'opération a lieu une fois tous les quatre mois. L'exploitant indique en effet : <i>"Pour cette opération régulière (environ 1 fois tous les 4 mois), réaliser un dépoussiérage plus complet autour de la zone d'intervention + une analyse des risques avant intervention"</i>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans son rapport d'accident, l'exploitant a mentionné que des prélèvements d'eaux pour analyse (notamment PFAS) ont été effectués.  L'exploitant transmettra les résultats d'analyse de ces prélèvements dès leur réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Travaux (permis d'intervention et permis de feu)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.6.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment l'installation de broyage, les travaux de réparations ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant une consigne particulières. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liées aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. (...)</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'inspection a vu lors de la visite le permis de feu délivré en interne (le matin même de l'accident). Ce dernier n'appelle pas de remarques.</p> <p>La délivrance du permis feu n'a pas été précédée d'une analyse de risque, cela constitue une non-conformité.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une analyse de risque adaptée avant toute intervention de maintenance et, concernant les installations sinistrées, dès que le nouvel équipement sera opérationnel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 3 : Rétention et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisés lors d'une incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Ce confinement est réalisé:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur la partie de l'extension, par un bassin de 550 m<sup>3</sup> équipé d'une vanne manuelle et d'un obturateur automatique permettant la mise en rétention complète de la zone ;</li> <li>- sur la zone existante, par l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales par une vanne. Les surfaces imperméabilisées peuvent conserver en surface environ 800m<sup>3</sup> d'eau.</li> </ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>La vanne de confinement a permis de confiner les eaux d'extinction incendie dans le bassin prévu à cet effet. Une partie de ces eaux a été pompée et traitée comme un déchet dangereux.</p> <p>Le jour de l'inspection, une bâche de 100 m<sup>3</sup> était située non loin du bassin. Il s'agit d'une autre partie des eaux qui ont été pompées du bassin et stockées dans l'attente de son évacuation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le bordereau de suivi des déchets des eaux évacuées dès sa réception et dans un délai ne dépassant pas un mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>